

TRIANGLES D'INCOMPATIBILITÉ ET GÉOPOLITIQUE

D'après une intervention faite devant les amis d'Initiatives Plurielles le 26 Mai 2023

Christian BIALÈS

Ancien élève de l'École normale supérieure Paris-Saclay
Agrégé de l'Université
Professeur honoraire de Chaire Supérieure
en Économie et Gestion
www.christian-biales.fr

Ce site se veut **évolutif**. Pour cela il fait l'objet d'un **enrichissement documentaire régulier**.

© Les textes édités sur ce site sont la propriété de leur auteur.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise, aux termes de l'article L122-5, que les reproductions strictement destinées à l'usage privé.

Pour toute utilisation de tout ou partie d'un texte de ce site, nous vous demandons instamment d'indiquer clairement le nom de l'auteur et la source :

CHRISTIAN BIALÈS

Professeur honoraire de Chaire Supérieure en Économie et Gestion
Montpellier (France)

www.Christian-Biales.fr

Tout autre usage impose d'obtenir l'autorisation de l'auteur.

Vous pouvez aussi [mettre un lien vers cette page](#)

Quelle mondialisation pour demain ?

La question a commencé à se poser il y a plus de 10 ans quand est montée la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Elle s'est accentuée nettement depuis, d'abord avec la crise sanitaire qui a révélé la question de la souveraineté industrielle, et ensuite avec la crise ukrainienne qui fait tonner les canons aux confins de l'Union européenne. Tout cela amène les experts à envisager un mouvement de démondialisation, ou au minimum de « slowbalisation ». Quoiqu'il en soit, ce qui apparaît d'ores et déjà, c'est une inquiétante fragmentation du monde, avec non seulement une multiplication du nombre de pays mais aussi avec la constitution de blocs antagonistes.

Un numéro complet de « Finances et Développement », revue du FMI, celui de juin 2023 mais paru il y a quelques jours (le 22 mai) regroupe plusieurs articles sous le titre général : « Un casse-tête géoéconomique : gouverner dans un monde plus fragmenté ». Parmi ces articles, celui de de l'économiste français Pierre-Olivier Gourinchas (« Bouleversement des plaques tectoniques géopolitiques ») a retenu plus spécialement notre attention. Citons-en quelques passages :

« Ces “plaques géo-politiques” ont été créées par l'homme et sont le reflet de l'Histoire, des institutions et des peuples. Même si chaque plaque ou bloc peut comporter une énorme force d'inertie, en fin de compte, les peuples (et leurs gouvernements) sont capables de décider de leur propre avenir. La raison et l'intérêt économique réciproque peuvent triompher.

Dans ce contexte, la force économique plus profonde à prendre en considération est l'ascension des économies de marché émergentes, en particulier de la Chine. L'essor économique de la Chine et d'autres pays émergents est une conséquence directe de leur intégration dans l'économie mondiale : le commerce international et la croissance économique ont fait des pas de géants ces 40 dernières années, précisément parce que le monde n'était pas cloisonné. Toutefois, la montée en puissance économique de ces pays ne s'est pas accompagnée d'une augmentation comparable de leur puissance de feu financière et institutionnelle dans le monde.

C'est en examinant l'importance du dollar américain dans le système monétaire et financier international que cela est le plus évident. Les spécialistes du système, comme votre serviteur, signalent depuis longtemps que la domination du dollar américain est absolue et spontanée, mais en définitive fragile. Elle est absolue, car aucune autre monnaie internationale ne rivalise avec elle au point de remettre en cause son rôle de moyen de paiement, d'unité de compte et de réserve de valeur au niveau international. Cette domination s'est installée de façon spontanée, car elle ne relève pas de règles imposées. La convertibilité du dollar en or a pris fin en 1971, et pourtant la domination du dollar s'est plutôt accentuée en raison des effets de réseaux interdépendants qui se renforcent mutuellement et de la nature incontestée de la liquidité et de la sécurité des bons du Trésor américain. Cette domination est également fragile en fin de compte, car la part des États-Unis dans la production mondiale, et donc la part de la production mondiale que les États-Unis peuvent garantir en toute sécurité par leurs instruments de dette publique, est vouée à diminuer à mesure que les pays émergents se développent. Avec une part décroissante de la production mondiale, les États-Unis ne peuvent pas rester indéfiniment l'unique fournisseur d'actifs sûrs au monde. C'est ce que Hélène Rey et moi-même avons appelé le “nouveau dilemme de Triffin”.

Personne ne peut raisonnablement prédire quand ni comment cette domination absolue actuelle du dollar sera supplantée par un système multipolaire. C'est l'une des failles de l'ordre économique actuel. La façon dont cette transition s'opérera pourrait avoir une incidence colossale sur l'économie mondiale et l'avenir du multilatéralisme. À un extrême, nous pourrions nous retrouver avec des blocs séparés, ce qui résoudrait le dilemme de Triffin en rendant le monde plus petit, mais aussi moins efficace. À l'autre extrême, le système économique mondial pourrait rester intégré, mais les interactions et l'éventuelle coordination entre plusieurs monnaies de réserve, dont le dollar américain, restent indéterminées. (...) Nous devons reconnaître qu'un monde fragmenté est un monde plus instable et vulnérable, où l'accès à des actifs sûrs est plus restreint et où le filet de sécurité financière mondial est moins complet. C'est un monde qui a davantage besoin du FMI, pas moins. (...) Si les plaques tectoniques géopolitiques se mettent à dériver de plus en plus loin les unes des autres, il nous faudra davantage de ponts, pas moins. (...) ».

La fragmentation de l'économie mondiale rend encore plus difficiles et risqués les arbitrages qu'imposent depuis toujours cinq principaux triangles d'incompatibilités.

Notes :

1) Notre « image ou réflexion du mois » que l'on trouve en 1^{ère} page de notre site traite pour le mois de juin qui vient, est consacrée au tout récent livre d'Alain Bauer, « Au commencement était la guerre », qui est un véritable livre de géostratégie, éclairé par l'histoire du monde. Nous suggérons au lecteur de s'y reporter.

2) Dans le rapport du « Davos 2023 » paru en janvier, on lit notamment :

« Les séquelles économiques du COVID-19 et de la guerre en Ukraine ont entraîné une flambée de l'inflation, une normalisation rapide des politiques monétaires et le début d'une ère de faible croissance et de faible investissement.

Les gouvernements et les banques centrales pourraient faire face à des pressions inflationnistes tenaces au cours des deux prochaines années, notamment compte tenu du potentiel d'une guerre prolongée en Ukraine, des goulets d'étranglement persistants dus à une pandémie persistante et de la guerre économique stimulant le découplage de la chaîne d'approvisionnement. Les risques à la baisse pesant sur les perspectives économiques pèsent également lourd. Un mauvais calibrage entre les politiques monétaire et budgétaire augmentera la probabilité de chocs de liquidité, signalant un ralentissement économique plus prolongé et un surendettement à l'échelle mondiale. La poursuite de l'inflation tirée par l'offre pourrait conduire à la stagflation, dont les conséquences socio-économiques pourraient être graves, compte tenu d'une interaction sans précédent avec des niveaux historiquement élevés de dette. La fragmentation économique mondiale, les tensions géopolitiques et une restructuration plus difficile pourraient contribuer à un surendettement généralisé au cours des 10 prochaines années.

Même si certaines économies connaissent un atterrissage économique plus doux que prévu, la fin de l'ère des taux d'intérêt bas aura des ramifications importantes pour les gouvernements, les entreprises et les particuliers. Les effets d'entraînement seront ressentis plus durement par les couches les plus vulnérables de la société et les États déjà fragiles, contribuant à l'augmentation de la pauvreté, de la faim, des manifestations violentes, de l'instabilité politique et même de l'effondrement de l'État. Les pressions économiques éroderont également les gains réalisés par les ménages à revenu intermédiaire, suscitant le mécontentement, la polarisation politique et les appels à une amélioration de la protection sociale dans les pays du monde entier. Les gouvernements continueront d'être confrontés à un équilibre dangereux entre la protection d'une large couche de leurs citoyens contre une crise prolongée du coût de la vie sans intégrer l'inflation - et le remboursement des frais de service de la dette alors que les revenus subissent la pression d'un ralentissement économique, d'une transition de plus en plus urgente vers de nouveaux systèmes énergétiques, et d'un environnement géopolitique moins stable. La nouvelle ère économique qui en résultera pourrait être celle d'une divergence croissante entre pays riches et pays pauvres et du premier recul du développement humain depuis des décennies.

La fragmentation géopolitique entraînera une guerre géoéconomique et augmentera le risque de conflits multi-domaines

La guerre économique devient la norme, avec des affrontements croissants entre les puissances mondiales et l'intervention de l'État sur les marchés au cours des deux prochaines années. Les politiques économiques seront utilisées de manière défensive, pour construire l'autosuffisance et la souveraineté des puissances rivales, mais seront également de plus en plus déployées de manière offensive pour limiter la montée des autres. La militarisation géoéconomique intensive mettra en évidence les vulnérabilités en matière de sécurité posées par l'interdépendance commerciale, financière et technologique entre les économies mondialement intégrées, risquant de créer un cycle croissant de méfiance et de découplage. Alors que la géopolitique l'emporte sur l'économie, une augmentation à plus long terme de la production inefficace et de la hausse des prix devient plus probable. Les points chauds géographiques qui sont

essentiels au fonctionnement efficace du système financier et économique mondial, en particulier dans la région Asie-Pacifique, suscitent également une préoccupation croissante ».

www.christian-biales.fr

I- TRIANGLE D'INCOMPATIBILITÉ GÉNÉRALE

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

PROSPÉRITÉ

Ce premier triangle pose la question du choix de système politique et économique. Cette question était déjà omniprésente dès le lendemain de la seconde guerre mondiale lorsque les deux « blocs », celui de l'Ouest et celui de l'Est, se sont opposés, en particulier lors de l'épisode de la guerre froide.

La notion de triangle d'incompatibilité (ou de triangle impossible) signifie que l'un des trois sommets doit être nécessairement sacrifié à partir du moment où on privilégie les deux autres. Ainsi, les deux blocs avaient choisi tous deux la prospérité, et s'étaient même livrés à une véritable compétition pour démontrer qu'il était le système économique le plus efficace pour produire de la croissance et de la prospérité pour sa population. Mais tandis que le système capitaliste du bloc de l'ouest avait choisi aussi la liberté (libéralisme politique et libéralisme économique), ce qui le condamnait à sacrifier l'égalité, le système collectiviste du bloc de l'Est avait au contraire choisi l'égalité au détriment de la liberté, et donc de la démocratie.

Aujourd'hui, la lecture de ce triangle permet de comprendre tout l'éventail de régimes politiques et économiques qui existent dans le monde, qui vont des régimes les plus démocratiques et libéraux à ceux qui le sont moins, et qui sont même totalitaires, en passant par les régimes dits « illibéraux ». Elle permet aussi de comprendre que le système mondial puisse être parcouru par des tensions souvent très fortes entre les blocs et entre les pays et que cela aboutisse à des changements de rapports de forces et à des basculements d'hégémonies, le tout alimenté par des réactions de pouvoirs qui sont tout autant des pouvoirs d'influence que des pouvoirs de contrainte et qui sont de plus en plus impétueuses au fur et à mesure que les pays dits autrefois du « Tiers-Monde » deviennent de plus en plus des pays émergents. Derrière ce triangle se cache aujourd'hui l'opposition entre l'Occident et l'Orient, entre les pays qui ont soutenu pendant des siècles que le libéralisme et la démocratie étaient les plus sûrs moyens de garantir la prospérité et ceux qui accumulent les réussites dans les secteurs hautement stratégiques en ne plaçant pas la liberté au cœur de leur système politique et économique. D'une certaine façon, les tensions entre les États-Unis et la Chine d'aujourd'hui rappellent l'épisode de la guerre froide entre l'Amérique et l'URSS d'hier : chacun revendique la supériorité de son modèle politique et économique et a la prétention d'en faire un exemple pour le monde. Comme le note Dominique Reynié, alors que la mondialisation est née de l'effondrement du bloc communiste et de la victoire de la démocratie occidentale, c'est cette même mondialisation qui favorise désormais les régimes autoritaires. Et il insiste sur le fait que « défendre nos libertés, c'est aussi défendre les conditions de la croissance économique et de l'innovation scientifique et technique. Le monde démocratique doit entretenir les ressources nécessaires au maintien du progrès social et humain qui est sa raison d'être et renforce sa légitimité ».

Remarque : le cas des États-Unis est ici intéressant à évoquer car non seulement leur économie est un exemple de protectionnisme par les normes alors qu'ils sont souvent présentés comme l'archétype du libéralisme économique mais aussi leur fonctionnement politique qui les écarte assez sensiblement de la démocratie alors qu'ils se proclament eux-mêmes comme les chantres et les défenseurs du libéralisme politique dans le monde. Il faut lire à ce sujet le chapitre que consacre Alain Bauer dans son livre « Au commencement était la guerre » (6^{ème} chapitre du deuxième exergue : « fragilités démocratiques américaines »).

II- LE TRIANGLE D'INCOMPATIBILITÉ GÉOSTRATÉGIQUE MONDIAL

EUROPE ?

ÉTATS-UNIS

CHINE

1) LE CADRE GENERAL

Les États-Unis et la Chine se sont engagés depuis plusieurs années dans une compétition pour gagner l'hégémonie mondiale, les premiers pour la conserver et le second pour la ravir ; et cela non seulement sur le plan de la puissance géostratégique et militaire mais aussi dans le domaine de la révolution informatique et numérique. Cette lutte pour être la première puissance mondiale rouvre le débat sur le « piège de Thucydide ».

Comme l'indique Pascal Boniface dans son dernier ouvrage (« La géopolitique, 50 fiches pour comprendre l'actualité », édition Eyrolles, 2023), « ce débat est alimenté aux États-Unis par le livre du grand géopolitologue américain Graham Allison.

Ce dernier reprend l'analyse de l'historien grec Thucydide, qui lors des guerres du Péloponnèse remarquait que la guerre entre Sparte et Athènes était devenue inévitable : à partir du moment où Sparte, puissance dominante, mais en déclin, voulait empêcher d'être dépassée par Athènes, puissance dominée, mais en pleine ascension.

Un autre exemple peut être tiré des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre qui ont conduit à la Première Guerre mondiale. L'Angleterre n'a pas voulu accepter la montée en puissance de l'Allemagne, dont le PIB a dépassé le sien en 1910.

De façon générale, la guerre est-elle automatique entre deux pays lorsque la puissance numéro un, qui stagne, veut éviter d'être dépassée par la puissance dominée, mais qui se développe ? La puissance dominante veut-elle à chaque fois empêcher par la force sa concurrente de la dépasser ? G. Allison examine seize cas de ce type ; 12 d'entre eux menèrent à la guerre ».

L'économiste Christian Saint-Étienne insiste sur le rôle déterminant de la puissance informatique. Car « L'informatique, comme science et technologie, transforme le monde depuis quatre décennies comme la vapeur à la fin du 18^{ème} siècle et l'électricité à la fin du 19^{ème} siècle.

Le numérique désigne les applications de l'informatique dans ses interactions avec les consommateurs. L'informatique est la mutation scientifique, technique, industrielle, énergétique et logistique qui fait fonctionner la planète et qui nous a fait entrer dans l'économie entrepreneuriale. Si l'informatique s'arrête, tout s'arrête ! Plus de banque, d'assurance, de logistique et d'approvisionnement. Mais également plus d'eau, de pain (les fours sont électriques) ou d'électricité, de télécommunications ou d'hôpitaux. L'informatique, qui fait fonctionner les systèmes électriques, fonctionne elle-même à l'électricité. Les prochaines guerres globales commenceront par la destruction des systèmes électriques : l'Ukraine à la puissance 100. La révolution informatique est hyper-industrielle et investir dans la production d'ordinateurs, de microprocesseurs, de robots et d'électricité est une question de survie. Et depuis trois décennies, les élites françaises pensent qu'on est entré dans un monde post-industriel, post-travail et post-énergie. Réindustrialiser dans le monde hyper-industriel informatisé supposerait de doubler la production électrique en vingt ans, ce que nos dirigeants ne conçoivent même pas.

Ces deux pays dominent tellement la planète et leur conflit est si intense, qu'ils produisent près de 43% du PIB mondial, assurent près de 60% des dépenses militaires mondiales, contrôlent 80% des licornes

mondiales en capitalisation et 100% des grandes plateformes mondiales avec les Gafam américains et les BATHX chinois.

L'Europe est et se pense en marge de cette transformation totale alors qu'elle est une proie.

L'Allemagne, qui n'a pas de Gafam – ce qui montre qu'elle n'est pas intellectuellement invincible –, investit depuis deux ans dans quatre grandes usines de microprocesseurs quand la France s'est lancée dans un demi-projet d'extension d'une capacité existante.

Notre pays a préparé son suicide lent en sous-investissant dans la production électrique et informatique depuis quinze ans. En France, le débat porte sur l'âge de départ à la retraite, qui sera encore un des plus bas du monde en 2030 à 64 ans, les inconvénients à construire des usines propres et des centrales électriques même propres, le désagrément à réintroduire l'excellence, la discipline et les devoirs à l'école, et les formes légales que pourrait prendre le droit à la paresse. Le tsunami économique et l'affaiblissement brutal de la protection sociale qui se profilent – sans réveil stratégique –, vont sidérer les Français au-delà de ce qu'ils ont ressenti dans les pires moments de notre histoire. Nous pouvons encore réagir à condition de comprendre le Nouvel ordre mondial.

Pascal Boniface pose alors la question : « Le piège de Thucydide va-t-il se refermer sur les États-Unis et la Chine ? La guerre est-elle inéluctable entre ces deux pays ? Il n'existe aucune réponse type. Le fait qu'ils développent de fortes relations commerciales n'est pas suffisant pour évacuer toute perspective de conflit. L'Allemagne et la Grande-Bretagne étaient les principaux partenaires réciproques avant la Première Guerre mondiale. Les exemples historiques datent d'une époque où la dissuasion nucléaire n'existait pas, ce qui change obligatoirement la situation.

La Chine devrait dépasser le PIB américain d'ici une décennie. Le PIB chinois représentait 10% du PIB américain en 2001, année de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Elle en faisait 65% en 2019 et dépasse aujourd'hui les 75%, le rattrapage ayant été accéléré par la crise liée à la pandémie de Covid-19, les États-Unis ayant connu une forte récession en 2020 quand la Chine est l'un des seuls pays à avoir poursuivi sa croissance économique cette même année. L'un des sujets stratégiques majeurs, peut-être même le sujet majeur, sera l'articulation des relations entre Pékin et Washington, et la façon dont les États-Unis vont gérer leur rattrapage (et dépassement) par la Chine. Pendant la guerre froide, le PIB de l'URSS n'a jamais été au delà de 40% du PIB américain.

L'opposition à la Chine et sa perception comme une menace stratégique, technologique et politique font partie des rares points d'accord entre Républicains et Démocrates. Joe Biden a suivi sur ce sujet les traces de Donald Trump ».

Dans son ouvrage, Pascal Boniface énumère dix principales tendances géostratégiques actuelles.

Il place bien sûr en tête la fin de l'hyperpuissance américaine, mais vient tout de suite en seconde position, comme un double, la fin du monopole de la puissance occidentale : « Le monde occidental a perdu le monopole de la puissance dont il bénéficiait depuis cinq siècles.

Entre le 5^{ème} et le 10^{ème} siècle, l'Europe a été le lieu de passage de nombreuses invasions ou migrations. Elle connaît une première expansion avec les croisades en Orient de 1095 à 1291.

À partir de la fin du 15^{ème} siècle par ce que l'on a appelé « les grandes découvertes », l'Europe se lance à la conquête du monde. La soif de l'or et des épices la met en contact avec d'autres civilisations, qu'elle détruit par les combats et les maladies contagieuses ou réduit au servage. Le 19^{ème} siècle va connaître une nouvelle expansion européenne, à la fois territoriale et technologique (bateaux à vapeur, chemins de fer, télégraphe). Si les États-Unis, puis l'Amérique latine, obtiennent leur indépendance, ils restent culturellement proches des Européens. En Amérique latine, les pouvoirs sont blancs, Indiens et métis n'ayant pas accès aux responsabilités. Aux États-Unis, la ségrégation va se substituer à l'esclavage. Les WASP (*White Anglo-Saxons Protestant*) ont le monopole du pouvoir politique et économique.

Cette domination européenne est en grande partie due à l'émulation que suscitent la concurrence et la fragmentation politique du continent. Jusqu'au début du 19^{ème} siècle, la Chine représentait un tiers du PIB mondial. Mais le pouvoir est centralisé. Lorsque, au 15^{ème} siècle l'empereur chinois décide que les marins ne s'aventureront plus outre-mer pour des découvertes ou conquêtes, il n'est pas possible d'échapper à son autorité. En Europe, si le roi du Portugal refuse à Christophe Colomb les moyens de son expédition, ce dernier s'adressera au souverain espagnol.

La conquête du monde s'est faite avec des moyens militaires initialement relativement faibles. Les guerres intra-européennes vont amener les pays du Vieux Continent à moderniser sans cesse leurs équipements et à bénéficier d'une solide avance.

1905 constitue, si ce n'est un tournant, du moins un signal : le Japon obtient une victoire militaire aux dépens de la Russie. C'est la première défaite d'un pays "blanc" contre un autre État dans une guerre.

À la veille de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques sont tous deux à la tête d'un empire global. Belges, Portugais, Espagnols, Allemands et Néerlandais disposent également de possessions coloniales. Les Européens dominent le monde qu'ils se sont partagés au nom de leur « *mission civilisatrice* ».

Mais la concurrence, qui fut la force de l'Europe, va constituer sa perte. Elle la conduit à la Première Guerre mondiale. Elle va, économiquement et démographiquement, affaiblir l'Europe. La Seconde Guerre mondiale sera la fin définitive de la domination européenne du monde. Vainqueurs et vaincus sont réunis dans la ruine, dominés et protégés à la fois par les États-Unis et l'Union soviétique. L'Europe n'est plus le centre du monde, mais l'enjeu de la compétition soviéto-américaine. Les empires coloniaux sont ébranlés et vont rapidement s'effondrer. Les États-Unis prennent cependant le relais du leadership international, toujours exercé au nom du monde occidental.

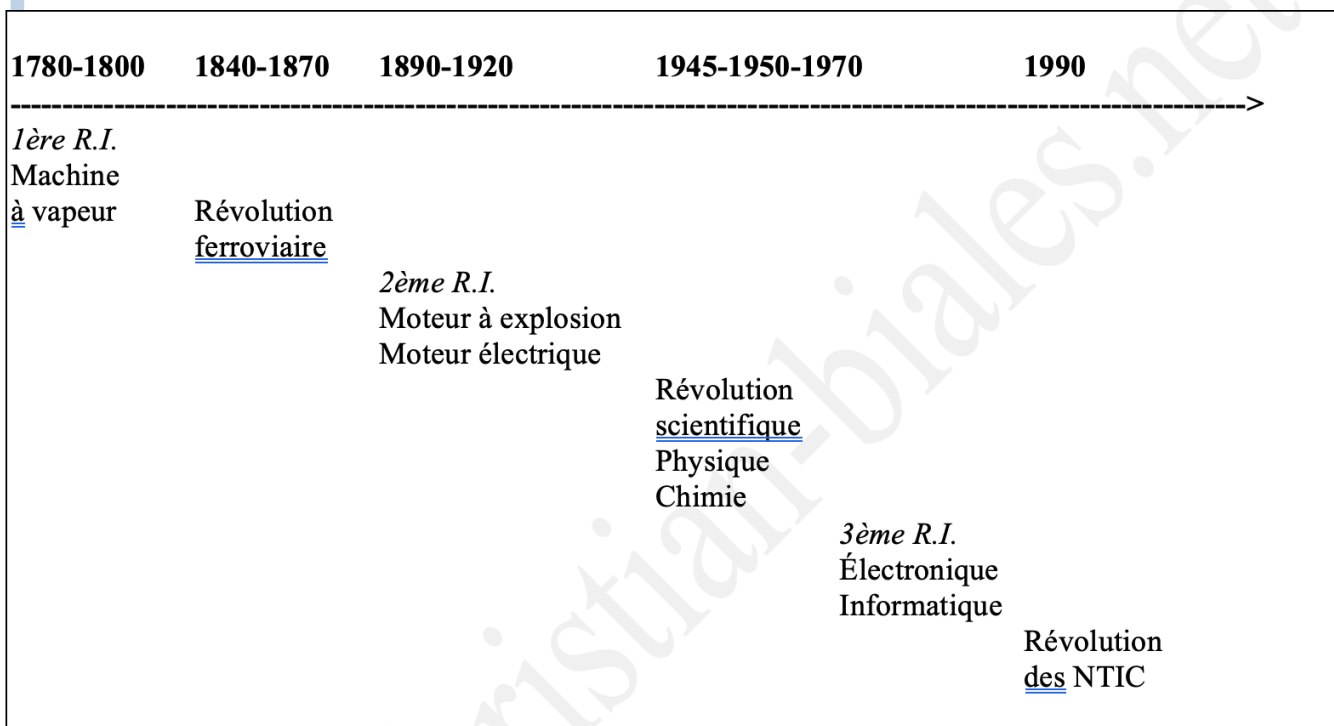
Si la mondialisation des années 1990 a été vue comme une américanisation de la planète, de même que celle du 16^{ème} siècle avait été vue comme son européanisation, les choses vont rapidement changer. Poussée démographique de l'Afrique, poussée économique de l'Asie, poussée stratégique du monde musulman, les remises en cause de la domination occidentale sont nombreuses. Les pays émergents ne peuvent être résumés aux seuls BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Cette catégorie contient des dizaines de pays non occidentaux.

Ces derniers ne demandent pas la permission aux pays occidentaux de se développer ; ils le font par eux-mêmes. Ils n'acceptent plus que le monde occidental fixe seul, au nom de l'intérêt commun ou de l'universalité de ses valeurs, l'agenda et les règles internationales. Le monde occidental, habitué à diriger la manœuvre depuis cinq siècles, connaît donc une profonde remise en cause et doit faire face à une situation inconnue depuis des dizaines de générations.

La guerre en Ukraine atteste également du phénomène. Le monde occidental n'est pas suivi par le reste du monde dans les sanctions qu'il proclame à l'encontre de la Russie, ce qui témoigne de son relatif isolement sur la scène internationale et d'une défiance à son égard ».

Les quatre autres tendances de fond qui animent l'évolution géostratégique mondiale sont pour Pascal Boniface le basculement des États-Unis vers le Pacifique, la prolifération des États (depuis 1945, le nombre d'États a quadruplé), avec en conséquence le risque de prolifération des armes de destruction massive, en liaison avec la disparition des empires multinationaux (même s'il y a d'une certaine façon un retour des guerres impériales), la montée en puissance des opinions publiques (comme l'a dit Zbigniew Brzezinski, "pour la 1^{ère} fois de l'histoire du monde, l'ensemble de l'humanité est politiquement active"), la démocratie progresse (la Corée du Nord reste le seul pays réellement autoritaire), et, comme instrument de puissance, le pouvoir d'influencer supplante celui de contraindre, le hard power laisse la place dominante au soft power ; la puissance internationale est moins centrée sur la force militaire et on voit s'affirmer de plus en plus la justice internationale ».

Note sur les révolutions industrielles :



Remarque : La féodalité a connu deux phases. Une première phase, du 8^{ème} au 11^{ème} siècles, est celle d'une stagnation économique et d'économies fermées, avec la fin du grand commerce méditerranéen des ères mésopotamienne, hellénistique et romaine. Puis, du 11^{ème} au 13^{ème} siècles, une seconde phase est marquée au contraire par des croissances économique et démographique soutenues, avec pour cause essentielle ce qui est pour F. Braudel la véritable première révolution industrielle : des progrès techniques importants ont en effet lieu tout spécialement dans le domaine des transports, d'où le développement du capitalisme commercial.

2) LES SCÉNARIOS POUR L'EUROPE

• Ces scénarios peuvent aller du plus optimiste au plus pessimiste selon le jeu combiné d'au moins **huit facteurs** :

- 1- Le premier facteur a trait à, la qualité et au charisme des dirigeants européens. Mais il faut reconnaître que le personnel politique actuel de l'UE ne bénéficie pas des mêmes qualités que ses prédécesseurs, ne montre pas assez de courage, de détermination et de souci pour le long terme. De plus, il semble qu'il y ait un approfondissement du fossé entre les peuples et leurs élites, tout spécialement sur la question du devenir de l'Europe, les peuples ayant tendance à se réfugier dans les nationalismes plus ou moins exacerbés tandis que les élites répugnent à réaliser les réformes institutionnelles qui s'imposent, comme par exemple développer un certain fédéralisme budgétaire au niveau de la zone euro pour compléter le fédéralisme monétaire.
- 2- Le deuxième facteur est la situation économique générale et ses conséquences souvent néfastes, ce qui alimente l'eurosepticisme.
- 3- Le troisième facteur est l'évolution du voisinage oriental de l'Europe. Avec non seulement le sort de la guerre en Ukraine mais aussi un nouveau rapport de forces au sein même de l'Europe dont le centre de gravité s'est nettement déplacé vers l'Est, réduisant ainsi l'influence des États membres de l'Ouest qui sont les pays fondateurs.
- 4- Un quatrième facteur résulte des relations avec les États-Unis : vassalisation ou indépendance bien comprise ? La guerre en Ukraine a été l'occasion de la résurrection de l'OTAN qui est en réalité sous la coupe (financière) des États-Unis : quelles vont en être les conséquences ? L'Europe n'est-elle pas un co-belligérant par procuration ?
- 5- Cinquième facteur : la cohésion et l'efficacité des institutions européennes. Certes, essentielle sera la capacité de la Commission de parvenir à des résultats concrets et jugés positivement par les

citoyens. Mais la configuration institutionnelle actuelle de l'Europe pâtit non seulement d'imperfections mais aussi d'un manque d'élan démocratique. Et on craint aussi que la zone euro ait du mal à résister aux forces destructrices qui sont à l'œuvre depuis sa naissance, étant donné les maladies congénitales dont elle souffre.

- 6- L'évolution propre des États membres joue également un rôle. Il en va ainsi pour plusieurs d'entre eux en matière de droit et de conformité aux principes fondamentaux, de lutte contre la corruption et de modernisation politique et économique et de capacité à contenir les contestations radicales. L'hétérogénéité est un problème lancinant pour le bon fonctionnement de l'économie européenne, surtout que l'on a pris l'habitude d'en accepter l'élargissement avant même d'en avoir organisé l'approfondissement.
- 7- 7^{ème} facteur : la capacité des milieux académiques et intellectuels et des think tanks européens à produire une réflexion éclairante et opérationnelle sur l'avenir de l'Europe.
- 8- Il faut ajouter les menaces sur la sécurité intérieure. De nouvelles vagues d'attentats terroristes, l'intensification induite des débats sur l'islam, la question de la politique migratoire qui est maintenant posée partout.

Sans pour autant verser dans un total déclinisme, de nombreux auteurs estiment que les scénarios les plus probables ne sont pas les meilleurs. Certains pensent que l'Europe s'est déjà installée sur un strapontin, qu'elle est comme prise en tenailles, qu'elle court le risque de « périphérisation », ou, comme le dit Olivier Passet, qu'en ce qui concerne sa compétitivité internationale elle chute face aux offensives américaine et chinoise : « L'Europe fait de plus en plus office de ventre mou face à une offensive commerciale qui met front à front la Chine et les États-Unis. Les BRICS n'ont pas encore changé de cible. Ce n'est pas entre eux qu'ils cherchent dorénavant à bâtir une prospérité commerciale, mais bien toujours et encore en captant la demande occidentale. Si l'Europe espère survivre commercialement dans un entre soi occidental elle se trompe. Car elle est maintenant la double cible et de la Chine et des États-Unis, et sans stratégie défensive, elle risque d'y laisser beaucoup de plumes ».

• Le rapport « Les incidences économiques de l'action pour le climat », dit aussi « Rapport Pisani-Ferry », publié par « France-Stratégie » (institution autonome placée auprès du Premier ministre) le 22 mai 2023, contient des réflexions importantes pour notre sujet :

« En 2019, l'Union européenne s'est fixé le but de construire d'ici 2050 une économie climatiquement neutre. Au cours des quatre dernières années, elle a méthodiquement mis en place les instruments législatifs et réglementaires de cette ambition. La question pour elle n'est plus aujourd'hui de concevoir et de définir une stratégie, elle est de la mettre en œuvre.

En quatre ans, le paysage international a changé. L'enjeu est désormais de favoriser le développement d'une offre industrielle verte d'origine européenne, dans un contexte où ses grands concurrents – États-Unis et Chine – ont fait le choix de soutenir leurs entreprises et ne se fixent guère de contraintes d'acceptabilité de leurs initiatives au regard des règles du jeu international ou quant à leur coût pour les finances publiques. Même si – et ce n'est évidemment pas assuré – les politiques de ces pays laissent librement jouer la concurrence entre acteurs nationaux et étrangers, les principaux bénéficiaires des subventions à la production et à l'investissement ont toute chance d'être les acteurs économiques nationaux (salariés, sous-traitants, laboratoires de recherche, etc.). En présence d'effets d'apprentissage, ceux-ci-ci peuvent en retirer un avantage durable.

Pour l'Europe, deux questions se posent avec acuité.

La première est de savoir si les objectifs de l'Union européenne sont atteignables dans le cadre des contraintes qu'elle se fixe. Dans la course qu'elle a engagée pour construire avant les autres un nouveau modèle de croissance verte, c'est-à-dire pour définir les standards de demain et établir une position forte dans les industries du futur, l'Europe prend le risque d'ajouter les handicaps. Elle cumule en effet retards industriels, coût de l'énergie élevé, exposition aux fuites de carbone et volonté de ne pas s'écarter de la discipline budgétaire. Si certaines contraintes, sur les prix de l'énergie notamment, lui sont imposées par le contexte international, certaines disciplines, en particulier en matière budgétaire, résultent de ses propres décisions.

La question est aujourd'hui de savoir si face à de grands rivaux qui ne subissent pas les mêmes contraintes et ne se fixent pas les mêmes disciplines, l'Europe ne s'enferme pas dans une équation trop risquée. L'Union européenne ne peut pas être à la fois championne du climat, championne du multilatéralisme et championne de la vertu budgétaire. Pour l'heure elle ne veut pas choisir avec laquelle de ces contraintes prendre des libertés, mais elle risque bientôt d'y être obligée.

Les discussions en cours sur la réforme du cadre budgétaire européen n'ouvrent pas un espace suffisant pour faire place à un financement significatif de l'investissement climat par l'endettement public. Sur insistance allemande, les dernières propositions législatives de la Commission sont en retrait des lignes directrices initiales, elles-mêmes assez timides. L'endettement public n'est pas le premier instrument de financement de la transition. Contraindre à l'excès la possibilité d'y avoir recours risque cependant de compliquer encore la tâche des décideurs publics. [À cette redoutable question que pose Jean Pisani-Ferry, Éric Le Boucher répond en considérant que « l'Europe doit cesser de se penser comme un modèle », que « la question climatique ne sera pas résolue par l'Europe mais par les autres. (...) L'Europe ne sert plus de modèle pour la démocratie, le Grand Sud se détourne à vitesse grand V. Penser qu'il en sera autrement pour l'écologie que pour la démocratie est a minima présomptueux. Si l'Union européenne voulait être à nouveau écoutée du Sud, elle devrait non pas montrer la voie de la souffrance, mais allouer une partie de l'argent qu'elle va y consacrer pour aider l'Inde et l'Afrique à se décarboner. Cet argent serait à coup sûr mieux employé pour sauver la planète »].

La deuxième question est celle de la gouvernance de la politique climatique. Aujourd'hui l'Union fixe le cap et prescrit, mais elle laisse l'essentiel des coûts politiques et des coûts financiers correspondants à la charge des États. Par exemple, la législation européenne proscriit la mise sur le marché de voitures à moteur thermique à partir de 2035, mais la décarbonation du parc automobile existant reste largement entre les mains des gouvernements nationaux. Il en va de même pour le remplacement des vecteurs de chauffage.

Si les ambitions de l'UE en matière de climat sont claires, les résultats réels dépendront largement de l'action nationale. Or le système actuel de gouvernance repose essentiellement sur une coordination indicative, dépourvue de bâtons aussi bien que de carottes. La leçon des expériences passées (l'agenda de Lisbonne, les grandes orientations de politique économique ou la procédure relative aux déséquilibres macroéconomiques) est que la coordination indicative est au mieux modérément efficace. Que se passera-t-il si les pays n'atteignent pas les objectifs visés ? Malgré les plans nationaux énergie-climat (PNEC), l'Union n'a qu'une visibilité limitée sur ce que les pays font réellement pour atteindre les objectifs de décarbonation convenus. Que se passera-t-il si les États y renoncent ? L'Europe ne peut pas se permettre d'afficher une grande stratégie climatique tout en restant dans le flou quant à sa mise en œuvre effective. Il importe qu'elle définisse et mette en place une nouvelle gouvernance climatique à la mesure de son ambition.

Note : Dans le prolongement des réflexions du rapport qui porte son nom, Jean Pisani-Ferry fait paraître un article le 31 mai sur le site de Terra Nova en posant la même question d'entrée de jeu :

« L'UE peut-elle atteindre tous ses objectifs en même temps ? Peut-elle parvenir à transformer son économie pour devenir le premier continent neutre en carbone, tout en préservant sa compétitivité, en conservant son statut de meilleur élève du système multilatéral et en respectant les principes de vertu budgétaire qu'elle s'est imposés ? Non, très probablement. Il lui faudra renoncer à quelque chose. Toute la question est de savoir à quoi. (...) »

La réalité pourrait bientôt obliger l'UE à réévaluer ses objectifs. Après avoir investi tant de capital politique dans le Pacte Vert, il est difficile d'imaginer comment elle pourrait explicitement abandonner son objectif de neutralité climatique. Elle pourrait tout au plus prétendre qu'elle le vise encore, ne pas atteindre les cibles qu'elle s'est données pour 2030, et reconnaître peu à peu qu'elle est passée de la position de leader à celle de suiveur.

Le risque que ce scénario se concrétise est réel car l'UE n'a pas mis en place le mécanisme de gouvernance interne dont elle aurait besoin pour garantir le respect des règles par les États membres. (...) Renoncer à la compétitivité pourrait être tentant, car l'efficacité climatique exige d'opter pour l'approvisionnement le moins coûteux. S'il s'avère que les voitures chinoises à zéro émission sont moins

chères que celles fabriquées en Europe, les défenseurs cohérents du climat plaideront en faveur de l'achat de voitures chinoises. Mais l'Europe ne peut pas se permettre de perdre la bataille de revitalisation de son industrie. Les priorités ont changé et l'UE est désormais déterminée à préserver sa compétitivité. Elle tentera de le faire, quitte à faire des sacrifices sur ses valeurs en cours de route.

Renoncer au multilatéralisme n'est pas la bonne voie. Ce qui fait l'ADN de l'UE, c'est son attachement aux normes, et personne ne peut se substituer à elle dans son rôle de gardien du système mondial. Si l'UE déserte et abandonne la lutte pour les règles, cela pourrait signifier la fin du multilatéralisme. Malheureusement, cette issue est de plus en plus probable. Une UE affaiblie n'aura pas l'endurance nécessaire pour sauver le système mondial.

La solution la moins dommageable consisterait à assouplir la contrainte budgétaire. Cela pourrait se faire soit par le biais d'une exception verte, soit par la création d'un système d'endettement commun gagé par un accord sur de nouvelles ressources propres. Une telle démarche comporte certes des risques pour la stabilité macroéconomique, mais ce serait certainement moins risqué que de sacrifier la compétitivité ou de laisser le système multilatéral aller à vau-l'eau.

Malheureusement, cette perspective est de moins en moins probable. La volonté allemande de respect de la discipline budgétaire a été réaffirmé par le ministre des Finances, Christian Lindner, et cette perspective reste populaire en Allemagne. Le problème est qu'en s'en tenant à son engagement de rigueur budgétaire, l'UE risque de perdre gros sur d'autres fronts. Il est illusoire de croire que la transformation de l'économie européenne peut se faire à moyens budgétaires constants ».

SOUTENABILITE CLIMATIQUE

SOUTENABILITE SOCIALE

SOUTENABILITE FINANCIERE

Ce « triangle d'incompatibilité des soutenabilités » m'a été inspiré par la réflexion faite par l'économiste Olivier Passet dans une vidéo publiée par Xerfi Canal le 24 mai 2023.

En effet, pour lui, « nos économies sont confrontées à de grands enjeux de soutenabilité : la soutenabilité climatique de nos modes de croissance, la soutenabilité sociale, à travers le creusement des inégalités notamment patrimoniales, et la soutenabilité financière d'un endettement toujours croissant.

Peut-on s'attaquer frontalement à ces trois dérives ? La réponse intuitive est non.

L'enjeu climatique prime sur les autres, car ses conséquences non réversibles concernent l'habitabilité de notre planète, rendant l'objectif zéro carbone impératif.

Mais il induit des investissements massifs d'adaptation, sans croissance immédiate en retour, qui mobilisent donc de la dette nouvelle.

Elle induit une fiscalité punitive, des changements de consommation et des investissements particulièrement pénalisants pour la population à faible revenu.

Au plan mondial, elle brime le développement des régions les moins développées de la planète, qui ne disposent ni des moyens de verdir leur croissance ni de la possibilité d'exploiter la dette écologique que les pays avancés ont accumulée à leur détriment.

La transition climatique aggraverait donc inévitablement les inégalités et complique encore plus l'équation de la soutenabilité financière.

La transition climatique mine notamment notre pacte social à plusieurs niveaux :

- elle pénalise d'abord les secteurs les plus pollués (raffinage, transport, métallurgie, traitement des déchets, agriculture, chimie notamment), frappant au premier plan notre reliquat d'emplois ouvriers ;
- elle véhicule ensuite l'idée de sobriété, entendue comme une version de la décroissance. Elle sape donc notre assiette fiscale et sociale, menaçant le financement de notre système de solidarité ;
- elle suppose de mobiliser des techniques de production a priori plus coûteuses et moins efficaces que celles éprouvées du monde carboné. Là encore au détriment de la croissance et du pouvoir d'achat des consommateurs ;

• elle exige un effort inégalement réparti, les plus faibles revenus étant plus exposés aux passives thermiques, aux véhicules anciens pollués, à l'habitat excentré et donc aux longues distances domicile/travail, etc., sans disposer ni des mêmes ressources courantes, ni des mêmes réserves d'épargne, ni du même accès à des alternatives que la population plus aisée. Le cas de l'habitat est éclairant.

L'exposition aux logements de classe économique F et G est nettement décroissante en fonction de la tranche de revenu à laquelle appartiennent les ménages. Or, selon le récent rapport sur « les incidences économiques de l'action pour le climat » publié par France Stratégie, l'effort de rénovation représente 146% du revenu disponible annuel moyen des deux premiers déciles contre 82% pour la classe moyenne et 35% pour le top 10. Réduire nos émissions exige donc des transferts de revenus entre riches et pauvres.

Les politiques doivent ainsi arbitrer entre un risque certain à horizon lointain et des risques de conflagration sociale et financière immédiats, avec la tentation de privilégier les horizons courts.

C'est pourtant un faux dilemme. Pour deux raisons principales :

1. La première, c'est que la perception antisociale de l'écologie se trompe de scénario de référence. Le scénario de référence, sans mesures additionnelles, c'est celui d'un réchauffement de 4 degrés à horizon 2100, avec les dérèglements alimentaires et d'eau induits, les migrations massives, les coûts

infrastructurels pour limiter l'érosion des côtes, etc. Avec un impact sur la croissance hypothétique, mais que la plupart des économistes considèrent comme supérieur à celui de l'agenda zéro carbone.

2. La seconde raison, c'est que la question sociale est inséparable de la question climatique. Le conflit entre objectifs rivaux travestit l'enjeu. Car le social n'est pas seulement un objectif. Il est un instrument de réalisation de l'objectif bas carbone. Pour en prendre la mesure, il faut tenir compte des différentiels d'empreinte carbone entre les plus pauvres et les plus riches, que ce soit à l'échelle mondiale ou à celle de l'Europe. Ces différentiels tiennent simplement au fait que le panier de consommation de biens et de services est croissant avec le revenu. S'attaquer à la question du carbone avec des signaux prix et des taxes sans transferts en direction des bas revenus c'est donc s'exposer à des réponses très hétérogènes :

o Avec d'un côté des populations à faible revenu, très sensibles aux prix, mais ne disposant pas des moyens financiers pour se déplacer sur des substituts ou engager les coûts diminuant leur empreinte carbone. Partant d'une faible empreinte, leur contribution à la décarbonation sera faible.

o Et de l'autre une population aisée, beaucoup moins sensible aux prix, avec une forte inertie de ses comportements donc, en matière de transport aérien par exemple, alors qu'ils concentrent les émissions. Or, cette population doit être en proue de la transformation. Ce sont les primo adoptants des technologies vertes, ceux par qui se réalisent les économies d'échelle qui permettent de démocratiser leur usage auprès des classes moyennes à un coût moindre. Ceux qui disposent de la surface fiscale pour opérer les transferts vers la frange de la population la moins armée financièrement.

Alors certes, il ne suffit pas de réduire les inégalités pour réduire nos émissions. En revanche, réduire nos émissions exige des transferts de revenus entre riches et pauvres qui devraient tendre à réduire les inégalités.

Remarque :

Nouvel extrait du « rapport Pisani-Ferry » :

« Le recours à une hausse temporaire des prélèvements obligatoires – en l'espèce de la fiscalité – ne peut pas et ne doit pas être exclu. Comme le rappelle Ragot (2023), l'analyse économique montre d'ailleurs que la réponse optimale à des chocs exogènes prolongés sur la dépense publique est de les financer par des prélèvements exceptionnels et explicitement temporaires sur le capital.

Ce choix répond par ailleurs à l'impératif d'équité qui est essentiel et qui conditionne l'acceptation par les Français des efforts que va leur demander la transition climatique. Un prélèvement dédié, explicitement temporaire et calibré *ex ante* en fonction du coût anticipé de la transition pour les finances publiques pourrait par exemple être assis sur le patrimoine financier des ménages les plus aisés ».

Réflexion d'Olivier Babeau : Rappel : le capital est le reliquat d'un revenu qui a déjà été taxé, l'est toujours quand il est investi en immobilier (TF et IFI) et le sera à la transmission et dès qu'il produira une plus-value.

Réflexion de Christian Saint-Etienne : L'idée de taxer le capital financier délocalisable pour financer pendant 30 ans (!) la transition écologique, au moment où il faut financer la réindustrialisation et la relance du logement, est une hérésie suicidaire. En revanche, la TVA et d'autres impôts peuvent être envisagés.

RÉGIME DE CHANGES FIXES

INDÉPENDANCE DE LA POL. MONÉTAIRE

MOBILITÉ INTERNAT. DES CAPITAUX

Ce triangle, développé par Robert Mundell (« Prix Nobel d'économie » en 1999) dans les années 1960, est le premier « triangle d'incompatibilité » de l'histoire contemporaine de la pensée économique.

Une économie nationale ne peut donc pas atteindre simultanément les trois objectifs présentés.

Il est nécessaire d'en abandonner un pour pouvoir réaliser les deux autres. Si les taux d'intérêts d'une économie baissent, les capitaux vont sortir de ce pays pour chercher des taux plus lucratifs. La sortie des capitaux augmente l'offre de la devise nationale sur le marché des changes et crée une pression pour déprécier la monnaie. Inversement, la hausse du taux d'intérêt entraîne une entrée des capitaux et une pression pour l'appréciation de la monnaie.

Les États doivent choisir deux objectifs à réaliser et disposent de trois options :

- La première option (A) permet un taux de change stable et une politique monétaire autonome mais requiert de renoncer à la libre circulation des capitaux et de mettre en place des contrôles et des limitations sur les mouvements de capitaux.
- La deuxième option (B) assure des taux de changes fixes et la libre circulation des capitaux mais implique de renoncer à l'autonomie de la politique monétaire. Sa forme la plus aboutie est l'union monétaire.
- La dernière option (C) correspond à une politique monétaire indépendante et la liberté de circulation des capitaux mais nécessite l'abandon de la stabilité des taux de change. Elle implique l'adoption d'un système de change flottant.

De 1944 à 1971, le système de Bretton Woods établit un système de change fixe tout en préservant l'autonomie des politiques monétaires grâce à un contrôle sur les mouvements des capitaux (option A). Après l'effondrement de ce système, les pays européens cherchent à préserver la stabilité de leurs taux de change. Suite à l'échec du serpent monétaire, ils mettent en place le Système monétaire européen (SME). Il fonctionne de façon satisfaisante dans les années 1980 et assure une certaine stabilité monétaire. Toutefois, il crée une contrainte d'ajustement asymétrique : les pays à « monnaie faible » suivent les orientations monétaires des pays à « monnaie forte ». La plupart des pays européens s'alignent sur les taux de change allemands, qui ne sont pas toujours appropriés aux besoins nationaux. En 1992, dans un contexte de crise et d'instabilité monétaire, certains États membres doivent procéder à des dévaluations, renoncer temporairement à la libre circulation des capitaux ou sortir du SME.

Cette situation a appuyé la décision de mettre en place une Union monétaire. Pour assurer des taux de change fixes entre les partenaires européens et conserver la libre circulation des capitaux, les États membres ont accepté de renoncer à l'autonomie de leur politique monétaire, gérée par la Banque centrale européenne (option B).

Au niveau international, par contre, les États européens ont décidé de préserver la libre circulation des capitaux et l'autonomie des politiques monétaires (aux mains de la BCE) au détriment de la stabilité des taux de change. L'euro est une monnaie flottante par rapport aux autres devises (option C).

MONDIALISATION

SOUVERAINETÉ NATIONALE

DÉMOCRATIE

Dani Rodrik, professeur d'économie internationale à Harvard, a conçu ce triangle en 2008 en prenant pour modèle le triangle de Mundell.

- Si les pays donnent la priorité à une forte intégration économique ainsi qu'aux institutions démocratiques alors ils renoncent à leur souveraineté nationale. Ils optent dans ce cas, comme l'ont décidé les États-Unis pour le « fédéralisme global ».
- Le régime dit de la « camisole dorée » concerne les pays combinant l'intégration économique et la souveraineté nationale. Dans ce cas, les pays doivent renoncer à la présence d'institutions démocratiques. C'est particulièrement le cas de la Chine qui donne la priorité à l'intégration économique et à sa souveraineté au prix de la démocratie.
- La dernière alternative est celle du « compromis de Bretton Woods » qui a tenté de combiner souveraineté nationale en permettant la mise en œuvre de politiques économiques relativement autonomes et la défense des principes démocratiques des pays occidentaux dans un monde encore peu mondialisé.

Moralité pour l'Europe : Il est impossible d'avoir simultanément une intégration économique poussée, des États souverains et la démocratie. Seules deux de ces composantes peuvent être réunies et au vu de nos économies européennes intégrées, il est donc nécessaire de passer à un État fédéral européen pour préserver la démocratie sur notre continent ; en particulier en donnant un rôle, plus important au Parlement européen. Nous avons aujourd'hui un système bancal où aucun choix n'a été fait en réalité.

VI- ET S'IL ÉTAIT POSSIBLE DE DÉPASSER CES INCOMPATIBILITÉS PUISQUE « RIEN N'EST PLUS RÉALISTE QUE L'UTOPIE », SELON JACQUES ATTALI ?

Dans un article publié le 26 mai (le jour même de mon intervention), Jacques ATTALI écrit :

« L'utopie n'est pas impossible. Elle est même la seule voie réaliste qui nous reste. De fait, il faut refuser le discours permanent, lancinant, se posant comme une évidence indiscutable, qui oppose production et climat, abondance et justice sociale, efficacité économique et réduction des inégalités, emplois et protection de la nature.

Selon cette vision du monde, on serait tenu de choisir : si on veut de la croissance et des emplois, il faut accepter que le climat se dégrade ; et, à l'inverse, si on veut protéger le climat, il faut se résigner à réduire le niveau de vie de chacun et de tous.

De même, disent-ils : si on veut réduire les inégalités, il faudrait taxer les plus riches, ce qui nuirait tragiquement la croissance économique ; autrement dit, répètent-ils, une société efficace ne peut pas être juste.

Il faudrait donc choisir entre protection du climat et emploi, justice sociale et abondance matérielle ; et on aurait le choix entre un monde en croissance, fournissant des emplois à tous, mais gravement inégalitaire et détruisant son environnement ; ou une société égalitaire, protégeant l'environnement, mais où décroîtrait le niveau de vie de tous.

Si cela était vrai, il faudrait renoncer tout de suite à tenter de maîtriser la dérive du climat, parce qu'on ne pourra pas empêcher l'Inde, la Chine, l'Afrique, l'Amérique latine, de vouloir avoir le même niveau de vie que **les pays les plus riches du Nord**. Et pour la même raison, il faudrait renoncer à réduire les inégalités, parce que personne, dans les pays émergents ne renoncera à une société de croissance.

Autrement dit, on serait condamné à détruire l'environnement, à aggraver les inégalités, au nom de la croissance, sans se rendre compte que cette trajectoire détruit à terme la raison d'être même de la croissance, c'est-à-dire l'amélioration du bien-être.

On pourrait tenir le même raisonnement pour bien d'autres domaines ; et c'est cette dictature des fausses évidences qui nous fait nous résigner à voir s'infiltrer partout la drogue et la violence, et s'effondrer la civilité et l'obéissance aux règles de droit. Et pourtant, tout cela n'est pas inévitable.

Il faut commencer par affirmer, et par démontrer qu'on peut produire plus en utilisant moins d'énergie, donc en étant moins nuisible à notre environnement et au climat (c'est déjà le cas dans de nombreux pays, où la production marchande augmente plus vite que la consommation d'énergie).

On peut aussi démontrer qu'une société plus égalitaire n'est pas obligatoirement contraire à l'intérêt des entreprises et à l'efficacité économique ; et qu'une distribution des profits à parts égales entre les salariés et les actionnaires, une plus grande mobilité sociale par l'école, un impôt significatif sur les successions n'ont aucune raison, ni en théorie ni en pratique, (comme le montre la pratique de quelques pays d'Europe du Nord) de nuire à la dynamique de l'investissement, ni à la croissance d'une firme. Ceux qui affirment le contraire sont dans un pur discours idéologique.

Une société en croissance socialement juste, écologiquement durable, et démocratiquement viable peut donc exister : il faut pour cela avoir le courage de réorienter la production en éliminant à marche forcée tout ce qui utilise de l'énergie fossile et **du sucre artificiel** ; cela ne réduirait pas la croissance, car on aurait plus de consommateurs pour des biens vitaux (éducation, santé, alimentation saine, média) et moins pour des biens suicidaires (telle que ceux de la mobilité fossile et de la fast fashion).

De même, on pourrait décider que, dans une telle nation, les 5 % les plus riches n'auraient pas un revenu plus de 50 (ce qui paraîtra énorme à beaucoup et naïvement dérisoire à certains) fois supérieur à celui des 5 % des salariés les moins rémunérés.

Un tel modèle pourrait d'autant mieux fonctionner qu'on pourrait l'installer sur un marché aussi vaste que possible. Il suppose des mutations énormes dans l'appareil de production, dans les systèmes de formation, dans les modes de financement, dans la fiscalité ; elles ne sont pas impossibles, elles sont urgentes.

Les États-Unis ne le feront pas ; ils sont trop pris dans leurs querelles immédiates et tenus par des pouvoirs toxiques. La Chine le voudra peut-être un jour, mais son système politique totalitaire explosera avant qu'elle ne réussisse à le mettre en place. Reste l'Europe : ne serait-ce pas pour elle un très grand projet, que de démontrer qu'un tel modèle, vivable pour les deux siècles à venir, est possible ? C'est une question de volonté ».